

Compte-rendu du conseil municipal en date du 11 octobre 2011

Objet	Conseil Municipal
Date/heure	Mardi 11 octobre 2011 à 17h30
Lieu	Mairie
Présents	MM. Paul BURRO, Thierry TAFINI, Jean-Pierre COZZA, René LAURENTI, Max LAMBERT, Jean-Paul Duhet, Michèle DAIDERI, Marc Laurenti
Pouvoir	Frédéric Martin à Jean-Paul Duhet
Absent	
Secrétaire de séance	Michèle Daideri
Date de convocation	5 octobre 2011

ORDRE DU JOUR

- 1) Approbation du compte-rendu du dernier conseil municipal en date du 10 août 2011.
- 2) Travaux d'assainissement dans le Quartier de St Blaise.
- 3) Classement des futurs box de la Place cour inférieure dans le domaine privé de la commune.
- 4) Modification du plan de financement concernant l'enfouissement des lignes téléphoniques dans la Gordolasque.
- 5) Décision modificative n°1.
- 6) Reprise en non-valeur.
- 7) Convention espace nordique.
- 8) Avis concernant le projet de charte du Parc National du Mercantour.
- 9) Questions diverses.

1) Approbation du compte rendu du Conseil municipal en date du 10/08/2011.

Monsieur le Maire demande s'il y a des personnes qui souhaitent faire des observations. Aucune remarque n'est faite et Monsieur le Maire demande de passer au vote :
Le Conseil municipal approuve à l'unanimité le compte rendu du dernier Conseil.

2) Travaux d'assainissement dans le quartier St Blaise

Monsieur le Maire présente le projet :

Considérant la nécessité d'entreprendre des études et des travaux afin de créer un réseau d'assainissement collectif dans le quartier de St Blaise.

Considérant la volonté de la Commune d'entreprendre ces travaux.

Le maire expose le projet et précise que le montant des travaux est estimé à environ 235000 € HT selon un détail estimatif d'avant projet. A cela il faut ajouter le coût de la maîtrise d'œuvre.

Maire propose donc d'évaluer le projet à un total de 258 280 € HT.

Monsieur le Maire ajoute qu'il s'agit du prolongement de l'ancien projet estimé à 135 000euros ayant pour but de raccorder 35 logements supplémentaires.

Suite à la question de Monsieur Cozza, Monsieur Tafini affirme que le branchement sera obligatoire et pris en charge par les propriétaires.

LE CONSEIL MUNICIPAL ouï l'exposé de M. le Maire et après en avoir délibéré,

A l'unanimité plus le pouvoir :

- 1) Accepter le projet d'assainissement au quartier St Blaise.**
- 2) Autorise Monsieur le Maire à solliciter toutes les aides financières possibles en vue de la réalisation du projet d'assainissement du Quartier St Blaise.**
- 3) Autorise Monsieur le Maire à engager toutes les procédures nécessaires conformément au Code des marchés publics, en vue de désigner un maitre d'œuvre et de signer le marché de travaux permettant la réalisation de ce projet.**

3) Classement des futures box de la Place Cour Inférieure dans le domaine privé de la commune

Vu la délibération prise en Conseil municipal en date du 24 mai 2011,

Considérant qu'un bien classé dans le domaine public d'une commune est inaliénable,

Considérant que la création des box ne représente aucun caractère public, et ne peut être affectée à un service public,

Monsieur le Maire propose de classer ces box dans le domaine privé de la commune et précise que dès la réalisation de ceux-ci, un bornage et un découpage parcellaire seront effectués.

Monsieur Cozza annonce qu'il s'abstient d'une part car il l'avait déjà fait lors de la première délibération autorisant les travaux, et d'autre part car la commune ne doit pas être un promoteur immobilier.

LE CONSEIL MUNICIPAL ouï l'exposé de M. le Maire et après en avoir délibéré,

A sept voix pour plus le pouvoir et une abstention :

- 1) Autorise Monsieur le Maire à entreprendre toutes les démarches nécessaires au classement de ces box dans le domaine privé de la commune.**
- 2) Autorise Monsieur le Maire à faire effectuer un bornage et un découpage parcellaire des box.**

4) Modification du plan de financement concernant l'enfouissement des lignes téléphoniques dans la Gordolasque.

Vu la délibération prise par le Conseil municipal en date du 7 décembre 2010.
 Considérant le refus de l'Etat de subventionner à hauteur de 25 % du montant des travaux.
 Monsieur le Maire propose un nouveau plan de financement :

Dépense totale estimée	Ressources	Montant	% du prix
72 650 euros HT	Conseil Général	46 590 € HT	60 %
	Parc du Mercantour	14 531 € HT	20 %
	Autofinancement	14 531 € HT	20 %

Madame Daideri remarque que la quasi-totalité de la dotation du Parc National du Mercantour passe dans l'enfouissement des lignes.

Monsieur le Maire précise que le Parc a donné une réponse favorable de principe mais que nous restons toujours dans l'attente d'une réponse favorable du Conseil Général.

LE CONSEIL MUNICIPAL ouï l'exposé de M. le Maire et après en avoir délibéré,

A l'unanimité plus le pouvoir :

Autorise Monsieur le Maire à solliciter une aide financière complémentaire au Conseil Général ainsi qu'au Parc national du Mercantour en vue de palier au désengagement de l'Etat.

5) Décision modificative n°1

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D 6811 : Dotations aux amortissements su		210.02 E		
TOTAL D 042 : Opérations d'ordre entre section		210.02 E		
D 673 : Titres annulés (sur ex. ant.)	210.02 E			
TOTAL D 67 : Charges exceptionnelles	210.02 E			
Total	210.02 E	210.02 E		
INVESTISSEMENT				
D 2181 : INSTALLATIONS GENERALES	1 035.80 E			
D 2183 : Matériel de bureau et informatiq		1 893.00 E		
D 2188 : Autres		5 142.80 E		
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	1 035.80 E	7 035.80 E		
D 2315 : Install., mat. et outil. tech.	6 000.00 E			
D 2315-27-0 : canalisation vignols		5 565.96 E		
D 238 : Avances et acomptes versés/com..	5 565.96 E			
TOTAL D 23 : Immobilisations en cours	11 565.96 E	5 565.96 E		
Total	12 601.76 E	12 601.76 E		
Total Général		0.00 E		0.00 E

Unanimité plus le pouvoir

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D 673 : Titres annulés (exerc. antér.)		198.50 E		
TOTAL D 67 : Charges exceptionnelles		198.50 E		
R 7788 : Produits exceptionnels divers				198.50 E
TOTAL R 77 : Produits exceptionnels				198.50 E
Total		198.50 E		198.50 E
INVESTISSEMENT				
D 202 : Frais doc. urbanisme, numérisat°	6 494.27 E			
D 202-141 : carte communale		6 494.27 E		
D 2033-141 : carte communale		954.95 E		
TOTAL D 20 : Immobilisations incorporelles	6 494.27 E	7 449.22 E		
D 2313 : Immos en cours-constructions	954.95 E			
D 2313 : Immos en cours-constructions	630.92 E			
D 2313-142 : Toilette sèche		630.92 E		
TOTAL D 23 : Immobilisations en cours	1 585.87 E	630.92 E		
Total	8 080.14 E	8 080.14 E		
Total Général		198.50 E		198.50 E

Unanimité plus le pouvoir

6) Reprise en non-valeur

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que Madame CARREGA, Trésorière Principale, n'a pu recouvrer les titres émis afférent à la facturation de l'eau potable et de l'assainissement sur la commune.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeur de ces petits reliquats dont le montant s'élève à la somme de 7,38 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL ouï l'exposé de M. le Maire et après en avoir délibéré,

décide à l'unanimité plus le pouvoir:

- d'admettre en non-valeur la somme présentée ci-dessus ;
- d'inscrire cette somme au compte 654 du budget annexe 2011 de la REA.

7) Convention nordique

Explique l'intérêt de s'engager dans le cadre de la Convention « Espaces et Sites Nordiques de la Vallée de la Vésubie » la réalisation d'une étude pour le développement et la mise en valeur de la Vallée de la Gordolasque, entre le village et le Pont du Countet, dans une optique écotouristique.

L'enjeu de cette étude est de pouvoir aider - sur les bases du diagnostic, des orientations et du programme d'actions élaboré dans le cadre de la convention « Espaces et Sites Nordiques de la Vallée de la Vésubie » - la Commune de Belvédère à élaborer et à mettre en œuvre un programme d'aménagement et de développement durable de cet espace exceptionnel, dans l'optique de le développer à nouveau, avec des activités en phase avec la demande touristique actuelle et dans le respect d'une démarche d'écotourisme.

AVANT PROJET SOMMAIRE

Maître d'ouvrage : Commune de Belvédère

Titre : Réalisation d'une étude pour le développement et la mise en valeur de la Vallée de la Gordolasque, entre le village et le Pont du Countet, dans le respect d'une démarche écotouristique

Résultats attendus et public visé : Aider la commune à définir un positionnement et des aménagements écotouristique pour le site de la Gordolasque.

Lieu de réalisation : La Vallée de la Gordolasque, entre la Cascade du Ray et le Pont du Countet.

Contenu de l'action et phasage de réalisation : Définition d'un concept d'aménagement et de développement de la Gordolasque basé sur l'écotourisme et proposition d'un Avant-projet Sommaire (APS).

Cette étude, nourrie par un état des lieux des structures et activités en place, sera basée sur :

- Le potentiel touristique de la vallée de la Gordolasque au vu des structures et du fonctionnement actuel,
- Les tendances touristiques montagne / écotourisme / développement durable / mobilités douces,
- La proposition d'activités et d'aménagements été / hiver, avec pour fil rouge l'écotourisme.

En terme de rendu elle comportera :

- La définition d'un concept d'aménagement et de développement de la Gordolasque basé sur l'écotourisme,
- Un Avant-Projet Sommaire (APS),
- Le Plan de financement prévisionnel du projet : coûts estimatifs d'investissement et de fonctionnement, le budget d'exploitation prévisionnel, amortissement, etc...
- Les différentes solutions pour la gouvernance du projet,
- Etc...

Dispositif de gouvernance, Partenariat technique : La gouvernance sera assurée par :

- la Commune de Belvédère
- le Maître d'œuvre retenu,
- le Pôle Touristique Vésubie Mercantour Val de Blone,
- le Pays de la Vésubie.

Coût estimatif : Cout de l'étude : 40 000 € HT

Plan de financement prévu pour 2011

Financiers	Taux de participation (par rapport au coût total HT)	Montant
État		
Région	80,00%	32 000,00 €
Département		
TOTAL Subventions		
Autofinancement	20,00% (Commune de Belvédère)	8 000,00 €
Total HT	100,00%	40 000,00 €

Monsieur Cozza affirme qu'une telle étude va à l'encontre du projet de charte du Parc National du Mercantour.

Monsieur Tafini pose le problème de la non participation du Conseil Régional au financement de cette étude, et ajoute que la commune n'est pas en retard sur ce genre de convention car 30 000 euros ont été consacrés aux études sur la Gordolasque.

Monsieur Duhet précise qu'une partie de ces 30 000 euros a été subventionnée.

Monsieur Cozza demande de ne pas opposer le village à la Gordolasque.

Madame Daideri dit que les travaux au village sont la priorité au vu du retard accumulé dans son développement, il faut penser aux habitants qui vivent toute l'année au village et pas seulement aux touristes qui ne sont présents qu'en juillet et août.

Monsieur le Maire rappelle que La Gordolasque est la vitrine touristique de la commune.

LE CONSEIL MUNICIPAL ouï l'exposé de M. le Maire et après en avoir délibéré,
A six voix pour plus le pouvoir et deux abstention (Marc Laurenti et Michèle Daideri) :

- 1) **Autorise Monsieur le Maire à entreprendre toutes les démarches nécessaires à l'élaboration de cette étude.**
- 2) **Autorise Monsieur le Maire à solliciter toutes les aides financières possibles auprès du Conseil Régional.**

8) Avis concernant le projet de charte du Parc National du Mercantour

Le Maire

Vu la loi n°2006-436 du 14 avril 2006 relative aux Parcs nationaux,

Vu la séance du 19 juillet 2011, le Conseil d'administration de l'établissement public du Parc national du Mercantour a approuvé le projet de charte du parc national,

Monsieur le Maire présente le projet de charte

Monsieur le Maire attire l'attention du Conseil municipal sur un point de méthode et de calendrier : la décision d'adhésion de la commune à la charte interviendra à un stade ultérieur.

Monsieur le Maire demande à son Conseil municipal de donner un avis sur le projet de charte du Parc national du Mercantour.

Monsieur le Maire rappelle qu'une réunion préparatoire a été organisée avec un représentant du Parc.

Monsieur Cozza demande si la lettre réponse aux différentes observations émises lors de cette réunion, devant être signée par le Président du Parc a été reçue ?

Monsieur le Maire répond que nous sommes en attente de cette lettre.

Monsieur Cozza explique que le Parc s'étendra désormais jusqu'aux limites de la commune c'est-à-dire jusqu'à St Julien.

Monsieur le Maire précise qu'il existera toujours deux zones, la zone cœur et le zone d'adhésion. En matière d'urbanisme, il n'y aura aucun impact du Parc sur la zone d'adhésion puisque les différentes caractéristiques reprises par la charte concernant cette zone ont été prise en consultation avec les documents d'urbanisme de la commune (carte communale).

Monsieur le Maire rappelle que le Parc nous verse 17 900 euros de dotation par an et

**LE CONSEIL MUNICIPAL ouï l'exposé de M. le Maire et après en avoir délibéré,
A sept voix pour plus le pouvoir contre un avis défavorable (Monsieur Cozza) :**

Donne un avis favorable avec un certains nombres observations au projet de la charte du Parc National du Mercantour.

Les observations concernent les points suivants :

- **Limites du Cœur du Parc**
- **Entretien des sentiers**
- **Accès à la vallée des Merveilles par la Gordolasque**
- **Subvention du Parc au profit de la commune**
- **Extension de la réglementation de la zone cœur à la zone d'adhésion**
- **Impact de la charte en matière d'urbanisme**
- **Compatibilité de la charte avec la création d'une zone artisanale**

9) Questions diverses

- **Aménagement du stade des Blancs**

Monsieur Marc Laurenti demande s'il est possible d'installer :

- Un éclairage pour le terrain
- Des toilettes

Monsieur le Maire répond que de telles installations sont à envisager.

- **Mise en place de la vidéosurveillance**

Monsieur Cozza explique qu'il aurait été bon de prévenir le Conseil municipal de la mise en place de caméras dans le village.

Monsieur Tafini lui répond que pour le moment, il ne s'agit que d'une étude de faisabilité technique d'une éventuelle pose de caméras.

Monsieur le Maire ajoute qu'une fois l'étude de faisabilité réalisée, la pose de ce système de télésurveillance dans le village sera votée en Conseil.

- **Cour de l'Ecole**

Monsieur le Maire informe que les parents d'élèves sont d'accord pour que soit installé de l'enrobé dans la cours.

Monsieur le Maire précise que dès que cela sera possible la réfection de la cours sera mis à l'ordre du jour.

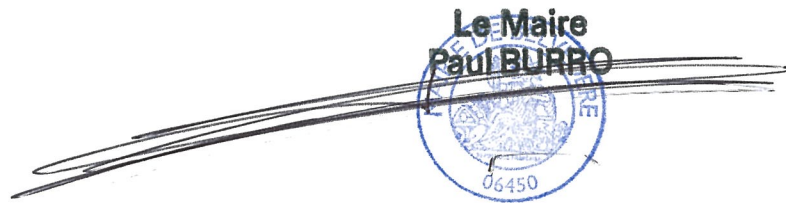
- **Renseignements concernant le matériel du comité des fêtes**

Monsieur Laurenti Marc informe Monsieur le Maire qu'une partie du matériel du comité des fêtes a disparu.

Monsieur le Maire n'étant pas au courant de ces faits, répond à Monsieur Laurenti qu'il va se renseigner afin de les retrouver.

Fin de la séance : 18h45

Le Maire
Paul BURRO





Le Mercantour

Parc National

Monsieur le Maire
Mairie de Belvédère
1 Place Colonel Baldoni
06450 BELVEDERE

Votre référence

Notre référence

HP/VB n°1101212

Suivi par

Date	Objet	
14 octobre 2011	Projet de Charte du Parc national du Mercantour	H. PARMENTIER

Parc National
du Mercantour

21, rue d'Italie
Boite postale 1316
F 06006 Nice cedex 1

Téléphone
(33) 04 93 16 78 88
Télécopie
(33) 04 93 88 79 05

Internet www.mercantour.eu

Monsieur le Maire,

Le 5 octobre passé, vous avez organisé une réunion de travail préparatoire à l'avis de votre conseil municipal sur le projet de charte du parc national dans le cadre de la consultation institutionnelle des personnes publiques, en présence d'Hervé PARMENTIER.

Comme convenu, ce courrier a pour objet de rappeler le contenu des échanges et les décisions prises et de compléter certaines informations.

1/ Limites du coeur de parc

Problème posé : interrogation de la commune sur la matérialisation des limites du coeur dans le secteur de la Festola notamment.

Décision retenue : tournée de terrain à prévoir cet automne entre le secteur du Parc national du Mercantour représenté par Sylvain CRISTINI et votre commune - S. CRISTINI se rapprochera de vos services pour une prise de rendez-vous.

2/ Entretien du sentier du refuge de NICE - secteur du mur des italiens

Problème posé : dégradation du sentier.

Décision retenue : en accord avec les services du Conseil Général 06, l'itinéraire d'accès au refuge de Nice qui fera l'objet d'entretien est celui empruntant la rive gauche à hauteur du mur des italiens. Dans le cadre de la coopération entre le Parc national du Mercantour et le

Conseil Général pour l'entretien des sentiers en coeur de parc, ces travaux devaient être inscrits dans le programme d'intervention du Conseil Général. Compte tenu du contexte budgétaire et du renouvellement de la dite convention à compter de 2012, le Parc national du Mercantour interrogera de nouveau le Conseil Général sur son investissement dans ces travaux. Pour sa part, le Parc national du Mercantour intervenant sur les sentiers de Frémamorte et de Cougourde en 2011 et au moins 2012, ne pourra pas intervenir sur ce site avant 2013. Une copie du mail adressé par le Parc national du Mercantour au service Randonnées de la Direction de l'Environnement du Conseil Général sera faite à la commune.

3/ Accès à la vallée des Merveilles depuis la vallée de la Gordolasque

Problème posé : identifier la Gordolasque comme une porte d'entrée de la vallée des Merveilles.

Décision retenue : pose de panneaux en bordure du CD : fait - Dans le cadre de la réédition de son livret sur la vallée des Merveilles, le Parc national du Mercantour mentionnera cette information. Une copie du projet sera envoyée à la commune pour information.

4/ Livret du Conseil Général "Rando oxygène"

Problème posé : la carte sur la vallée des Merveilles s'arrête en limite de la commune de Belvédère.

Décision retenue : le Parc national du Mercantour se fera l'écho auprès du Conseil Général pour une extension du périmètre de la carte aux communes de la Vésubie. Une copie du mail adressé au Conseil Général par le Parc national du Mercantour sera faite à la commune.

5/ Evacuation du dépôt de barbelés au Countet

Problème posé : date d'évacuation de dépôt réalisé par le Parc national du Mercantour.

Décision retenue : ces barbelés et autres déchets sont issus des opérations de nettoyage du coeur de parc, de déchets militaires notamment, auxquelles la commune a été associée. L'évacuation par camion est faite en partenariat avec le Conseil Général. Ils ont été évacués le 13/10/2011.

6/ Subvention du Parc national du Mercantour au bénéfice de la commune

Problème posé : les travaux d'enfouissement de la ligne électrique subventionnés par le PNM n'ont pas été retenus au titre des subventions de la part Etat.

Décision retenue : En vue du Bureau du Parc national du Mercantour prévu au mois de décembre, la commune déposera un dossier de demande de complément de financement. Point à faire sur l'avancement des différents dossiers de subvention par S. CRISTINI.

7/ Application éventuelle de la réglementation du cœur en aire d'adhésion et mise en œuvre des missions de police par les personnels du Parc national du Mercantour

Question posée : l'adhésion à la charte aura-t-elle une incidence sur l'extension de la réglementation du cœur du parc à l'aire d'adhésion, et les missions des personnels assermentés de l'établissement du parc seront-elles alors étendues ?

Réponse PNM : la loi et par conséquent la charte ne prévoient en aucun cas une extension de la réglementation spécifique du cœur à l'aire d'adhésion.

Par conséquent, en aire d'adhésion, seule la réglementation de droit commun continuera à s'appliquer et l'intervention des agents assermentés du Parc national du Mercantour restera strictement encadrée par les textes correspondants.

8/ Incidence de la charte en matière d'urbanisme

Question posée : la charte aura-t-elle une incidence en matière d'urbanisme sur le territoire de la commune ?

Réponse PNM : La charte n'est pas un document d'urbanisme. Dans le cadre de son élaboration, les élus des 28 communes et le Président du Conseil d'administration, pilote de ce projet, ont bien rappelé que l'urbanisme resterait de la seule compétence des communes.

Les textes législatifs encadrant l'élaboration de la charte prévoient une mise en compatibilité des PLU avec les orientations de la charte. Celles-ci sont notamment exprimées dans le Plan du Parc qui a été élaboré en concertation permanente avec chaque maire, en s'efforçant d'y intégrer les projets d'aménagement des communes identifiés pour la période d'application de la charte (15 ans).

A l'occasion de l'élaboration ou de la révision d'un document d'urbanisme, le Parc national du Mercantour est consulté pour avis simple.

Par ailleurs et au-delà des documents d'urbanisme, le Parc national du Mercantour peut, à la demande des communes, les accompagner techniquement voire financièrement dans le cadre de son dispositif de subventions, pour prendre en compte des enjeux notamment agricoles, paysagers ou touristiques.

9/ Prise en compte d'un projet d'extension de zone artisanale en bordure du CD 2565

Question posée : une extension de la zone d'activité artisanale est-elle compatible avec la charte ?

Réponse PNM : Dans ce secteur situé en aire d'adhésion, la vocation indiquée sur le Plan de Parc est "Espace ouvert en vallée". Dans cet espace, les activités économiques peuvent avoir leur place à condition de bien choisir la nature de ces activités afin de mettre en œuvre l'Orientation 1 (prendre soin des paysages) et donc veiller à une bonne intégration paysagère, ainsi que l'Orientation 7 (conforter l'artisanat local) avec donc une prise en compte environnementale soignée. Dans le cadre de la charte, la commune et les porteurs de projet pourront bénéficier de l'accompagnement du Parc national du Mercantour sur ces aspects.

Je souhaite que ces informations soient de nature à confirmer voire renforcer l'intérêt que votre commune porte au projet de charte du parc.

L'ensemble des équipes reste à votre disposition pour apporter toutes les précisions que vous jugeriez nécessaires et pour porter avec votre collectivité des projets au bénéfice de votre territoire, de ses habitants et des patrimoines naturels et culturels en application de la charte.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Directeur du
Parc national du Mercantour


Alain BRANDEIS